

Convention collective

**EXPLOITATIONS AGRICOLES
DE POLY CULTURE ET D'ÉLEVAGE
(LOIRET)**

(21 septembre 2004)

(Etendue par arrêté du 19 avril 2005,
Journal officiel 11 mai 2005)

AVENANT N° 1 DU 19 MAI 2005 (1)

NOR : ASET0597216M

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Loiret,

D'une part, et

L'union départementale CFE-CGC du Loiret ;

L'union départementale CFTC du Loiret ;

La fédération nationale agroalimentaire et forestière ;

L'union départementale FGA-CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Procédure de règlement des conflits collectifs

Au deuxième alinéa de l'article 8, il est supprimé :

« ou sur l'initiative du chef du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles ».

Article 2

Liberté d'opinion et liberté syndicale

A la fin de l'article 9, il est ajouté l'alinéa suivant :

« D'une façon générale, il sera fait application des articles L. 122-45 et L. 412-2 du code du travail. »

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Article 3

Les délégués du personnel

A l'article 13, le cinquième alinéa du titre « Missions » est supprimé et remplacé par le texte suivant :

« En l'absence d'un comité d'entreprise, que l'entreprise ait plus ou moins de 50 salariés, les délégués du personnel assurent conjointement avec le chef d'entreprise, le fonctionnement de toutes les institutions sociales de l'établissement, quelles qu'en soient la forme et la nature. »

A la fin du 2^e alinéa du titre « Crédit d'heures », il est ajouté :

« Les délégués du personnel exerçant les attributions du comité d'entreprise bénéficient d'un crédit d'heures supplémentaires de 20 heures par mois s'ajoutant au crédit légal dont bénéficie déjà le délégué du personnel pour l'exercice de ses missions propres. »

Article 24

Classification des emplois

A l'article 24 définissant la classification des emplois, sous la définition de l'emploi de l'échelon 2 du niveau IV du personnel d'exécution, il est ajouté :

« Emploi correspondant au référentiel BTA. »

Article 5

Congés pour événements familiaux

Le texte de l'article 45 est supprimé et remplacé par le texte suivant :

« Les salariés bénéficient sur justification, de congés de courte durée à l'occasion de certains événements, sans prendre en compte la situation familiale ou l'orientation sexuelle :

- mariage du salarié ou absence pour contracter un pacte civil de solidarité : 4 jours ;
- mariage d'un enfant : 1 jour ;
- naissance ou adoption d'un enfant : 3 jours ;
- décès d'un enfant : 2 jours ;
- décès du conjoint ou du conjoint aux cocontractants d'un pacte civil de solidarité : 2 jours ;
- décès du père ou de la mère : 1 jour ;
- décès du père ou de la mère du conjoint sous réserve de bénéficier d'une ancienneté de 3 mois : 1 jour ;
- pour le décès d'un frère ou d'une sœur sous réserve de justifier d'une ancienneté de 3 mois : 1 jour.

Ces jours d'absence ainsi accordés, devront être utilisés dans un délai raisonnable par rapport à l'événement.

Ils n'entraînent pas de réduction de rémunération. »

Article 6

Congé de paternité

A l'article 50, il est ajouté un second alinéa ainsi écrit :

« Toutefois ce congé peut être reporté au-delà des 4 mois dans l'un des cas suivants :

- hospitalisation de l'enfant et, en ce cas, le congé de paternité doit être pris dans les 4 mois qui suivent la fin de l'hospitalisation ;
- décès de la mère, et en ce cas le congé de paternité doit être pris dans les 4 mois qui suivent la fin du congé dont bénéficie le père en vertu des dispositions de l'article L. 122-26-1 du code du travail. »

Article 7

Cadres

Le texte de l'article 61 est abrogé et remplacé par la rédaction suivante :

« Tout employeur de cadres doit adhérer à AGRICA (ex-CPCEA) dont le siège social est sis 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 08 (tél. : 01-71-21-00-00).

En matière de retraite complémentaire, les salariés cadres doivent être affiliés à la CAMARCA (régime ARRCO) et la CRCCA (régime AGIRC), dont les sièges sociaux sont sis au même endroit qu'AGRICA. »

Article 8

Préavis réciproque

A la fin de l'article 63, il est ajouté deux paragraphes *c* et *d* dont la teneur suit :

« *c*) Contrat de travail à durée déterminée :

Lorsque le salarié (personnel d'exécution ou cadre) est employé dans le cadre d'un contrat de travail à durée déterminée, ledit contrat peut être rompu à l'initiative du salarié lorsque celui-ci justifie d'une embauche pour une durée indéterminée.

Sauf accord des parties, le salarié est alors tenu de respecter une période de préavis dont la durée est calculée à raison de 1 jour par semaine compte tenu de la durée totale du contrat, renouvellement inclus si celui-ci comporte un terme précis, ou de la durée effectuée lorsque le contrat ne comporte pas un terme précis.

Dans les 2 cas, la limite maximale de la durée du préavis est fixée à 2 semaines.

d) Départ volontaire du salarié à la retraite :

En cas de départ volontaire du salarié à la retraite, le délai de préavis est fixé à 2 mois, sauf pour les salariés ayant moins de 2 ans d'ancienneté dans l'entreprise pour lesquels le délai de préavis reste fixé à 1 mois. »

Article 9

Date d'application

Le présent avenant entrera en vigueur le premier jour du mois suivant la date de publication de son arrêté d'extension.

Article 10

Dépôt. – Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles du Loiret, cité administrative Coligny, 131, faubourg Bannier, 45042 Orléans Cedex.

Fait à Orléans, le 19 mai 2005.

(Suivent les signatures.)